

Rythmes scolaires : les petites villes dénoncent "précipitation" et "absence de concertation"

Paris, 28 juin 2017 (AFP) -

Les maires des petites villes ont dénoncé mercredi la "précipitation" et l'absence de concertation avec lesquelles le gouvernement a selon eux décidé d'assouplir l'organisation des rythmes scolaires.

"Si l'application de la réforme des rythmes scolaires a suscité de nombreux débats et nécessite certains assouplissements, ceux-ci ne peuvent aboutir que dans le cadre d'une concertation entre les différents acteurs locaux", écrit l'Association des petites villes de France (APVF) dans un communiqué.

Les élus expriment leur inquiétude après la publication mercredi au Journal officiel du décret autorisant les communes à revenir dès la rentrée prochaine à la semaine de quatre jours d'école en primaire.

"Alors que la rentrée scolaire a été préparée en amont, avec le renouvellement des contrats des animateurs et de l'organisation des services municipaux actuellement mise en place, nombre de maires font désormais face aux demandes d'un retour à la semaine de quatre jours des représentants des parents d'élèves et du corps enseignant", note l'APVF.

Les élus demandent "que des décisions d'une telle importance ne soient pas prises dans la précipitation" et souhaitent que le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, "rappelle que l'année 2017-2018 doit être celle de la concertation, comme il s'y était engagé" début juin.

En matière de financement des activités périscolaires, l'APVF demande que le fonds de soutien aux communes soit maintenu pour l'année 2018-2019 et les suivantes, un maintien "annoncé suffisamment à l'avance pour permettre aux maires de préparer les futures rentrées scolaires dans des conditions satisfaisantes".

L'APVF, qui fédère les villes de 2.500 à 25.000 habitants, compte près de 1.200 adhérents.

dch/mat/mm

Afp le 28 juin 17 à 16 50.